



INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE JAPON CONTEMPORAIN

FRENCH INSTITUTE FOR RESEARCH ON CONTEMPORARY JAPAN

フランス国立現代日本研究センター

UMIFRE 19 CNRS- MAEE

# **Mondialisation de la connaissance : dans quelles langues étudier la société japonaise et en rendre compte ?**

**par Marc Humbert  
(UMIFRE 19 - USR 3331)**

**Working paper - Série R : Recherche  
WP-R-05-IFRJC-Humbert-10-04.pdf**

Texte révisé de la communication présentée au colloque des unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger, « Les langues de a recherche en sciences humaines et sociales- du monolinguisme au plurilinguisme éditorial ? »  
organisé par Claudio Galdérisi, UPS 3283, Paris, 15-16 avril 2010.

UMIFRE 19 CNRS-MAEE

〒150-0013 東京都渋谷区恵比寿 3-9-25 日仏会館  
3-9-25, Ebisu, Shibuya-ku, Tokyo, 150-0013 Japon  
TEL +81 (0) 3 5421 7641 / FAX +81 (0) 3 5421 7651 / <http://www.mfj.gr.jp/>

## **Mondialisation de la connaissance : dans quelles langues étudier la société japonaise et en rendre compte ?**

Par Marc Humbert, Professeur à l'université de Rennes 1,  
(UMIFRE 19 CNRS-MAEE – USR 3331 à la Maison Franco Japonaise de Tokyo.

L'organisation de ce colloque par Claudio Galdérisi sur les langues de la recherche et le monolinguisme ou le plurilinguisme éditorial me semble nous donner une double opportunité. C'est tout d'abord l'occasion d'une rencontre, souhaitable, de l'ensemble de nos UMIFRE, sur un sujet de fond qui nous concerne tous et sur lequel il nous est offert de produire des connaissances nouvelles. En second c'est la possibilité pour nous de participer à un débat actuel de politique de la recherche qui se déroule au sein de la communauté scientifique française. La discussion est particulièrement stimulante au sein des sciences humaines et sociales en raison de décisions concernant un processus d'évaluation qui donnerait une importance forte à des publications en langue anglaise.

Ceci étant dit, je dois ajouter que notre UMIFRE n'a pas de compétences établies sur les questions liées au thème retenu et je n'interviens ici que sur un point spécifique.

À mon arrivée à la tête de notre UMIFRE, j'ai été confronté à la nécessité de prendre des décisions concernant une revue en langue française, éditée au Japon par cette unité et publiant des travaux réalisés sur la société japonaise avec les approches des différentes sciences humaines et sociales, principalement par des chercheurs français. J'ai dû analyser la situation de cette revue et je vais partager ici quelques unes des réflexions et des raisons qui m'ont amené à m'efforcer de la remettre en fonctionnement efficace<sup>1</sup> alors que se posaient de nombreux problèmes en dépit de sa grande qualité que venait de reconnaître l'AERES en la classant parmi les revues scientifiques de référence<sup>2</sup>.

L'existence de cette revue, à l'heure de la mondialisation de la connaissance soulevait en particulier la question de la langue : c'est une publication au Japon, en langue française.

---

<sup>1</sup> A mon arrivée à la mi-octobre 2008, un numéro de cette revue semestrielle était à la fin de son processus de production et il sera possible de le sortir juste avant l'arrivée de l'année 2009 : c'était le numéro qui était daté d'automne 2007 et qui sortit donc avec dix-huit mois de retard. Quelques articles en cours d'évaluation ou déjà en cours de correction permettaient d'envisager la préparation d'un numéro suivant. Aucune proposition d'article en stock, pas de secrétaire de rédaction, pas d'archives du comité de rédaction (pas de comptes-rendus, pas de suivi archivé de relations avec les auteurs de propositions, ni de traces des rapports d'évaluation), pas de procédures de traitement des propositions d'ouvrages ou des demandes d'évaluation (pas de grille d'évaluation par exemple ni de lettre type), pas de maquette type stabilisée. Tout fonctionnait vaille que vaille, au coup par coup avec un volontaire international (dont le poste allait être supprimé quelques mois plus tard) et un chercheur prenant en charge un numéro: mais là deux chercheurs sur les trois et le précédent directeur venaient de quitter et le troisième chercheur n'était pas investi dans l'affaire alors qu'aucun « dossier » (ou archive) sur la revue ne m'avait été transmis. Toutefois avait été constitué un comité scientifique international, composé de chercheurs éminents et la revue était diffusée à 125 destinataires (certes la diffusion payante était confidentielle), qui pouvaient lire des travaux dont la qualité avait été reconnue par l'AERES. Finalement, la nouvelle équipe s'est efforcée de mettre au point pour cette revue une manière efficace de gestion et de remise sur de bons « rails », et s'est engagé dans une opération de relance. Ceci a pu se réaliser en raison des efforts de toute l'équipe, chercheurs et personnels administratifs et grâce à de nombreuses collaborations.

<sup>2</sup> L'AERES est l'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Elle a classé *Ebisu* en catégorie B en *Anthropologie et Ethnologie*.

Or la mondialisation de la connaissance semble faire naître une ère nouvelle où des chercheurs globaux réalisent, dans une langue globale, des études de la société globale et de certaines de ses particularités – pour nous la société japonaise. On ne voit pas ce que le français vient faire : ne devrions-nous pas, nous Français, publier à Tokyo, en anglais sur le Japon ?

La situation, à certains égards, pourrait se comparer à celle qui au 19<sup>ème</sup> siècle voyait à Rennes, en Bretagne, des publications en langue française présenter des recherches sur la Bretagne pour qui la France jouait le rôle que la société globale joue pour le Japon dans le contexte présent. Les chercheurs français présentaient dans la langue française, des études de la société française et de certaines de ses particularités – comme celles de la société bretonne.

Cette question peut être formulée directement en termes de choix de langues mais elle invite de manière plus générale à réfléchir à la question suivante : qui étudie qui, à l'heure de la mondialisation de la connaissance ?

Cette question se présentait pour moi de manière très concrète, et j'y viendrai ensuite : peut-on, doit-on, rendre compte des études françaises de la société japonaise dans une revue spécifique de langue française ?

### **1- Qui étudie qui, à l'heure de la mondialisation de la connaissance ?**

À l'heure de la mondialisation il est encore possible d'identifier des groupements humains, entités nationales ou non, qui sont en quelque sorte des entités résistantes à la mondialisation puisqu'elles continuent à fonctionner comme un tout repérable et observable, non dilué dans une humanité mondiale aux caractéristiques universelles. À l'heure de la mondialisation de la connaissance, la communauté des savants est-elle en avance sur la communauté humaine et déjà à même de travailler dans une communauté scientifique mondiale avec une langue globale (dans ce colloque on l'a nommée *globish*) ou faut-il considérer que l'étude de ces entités résistantes va continuer d'être le fait d'autres entités du même type avec une langue locale, non-globale et que l'énoncé suivant puisse être accepté comme pertinent.

On peut étudier, dans une quelconque langue non-globale (A,B,C...) comme le français, la société *umifreizh* ( la société où se trouve implanté un UMIFRE) où la population utilise la langue *freizh*<sup>3</sup>.

Cet énoncé peut être en principe décliné à l'infini des particularismes locaux et être posé dans ces déclinaisons par toutes les communautés scientifiques « locales » disposant d'un idiome spécifique<sup>4</sup>, disons par exemple les communautés scientifiques française, japonaise, syrienne, quechua, breizh ou baruya, etc..

---

<sup>3</sup> Pour le lecteur qui ne me connaît pas, je suis détaché de l'université de Rennes, en Bretagne, qui se dit *Breizh* en breton (*Ar Brezhoneg*, le breton) et la Région Bretagne fait de la publicité pour la fraise de Plougastel qu'elle nomme *freizh*.

<sup>4</sup> Combien y a-t-il de langues dans le monde ? *L'Ethnologue*, édité par Paul Lewis en comporte encore 6 800, mais des langues disparaissent et le rythme des disparitions s'accélère : 3 000 langues pourraient disparaître au cours du 21<sup>ème</sup> siècle. Ces langues menacées sont purement orales et meurent en général avec leur dernier locuteur. Il semble que l'Inde à elle seule héberge 1 635 langues et l'Afrique 2 000 langues. 196 langues indiennes seraient menacées de disparition, pas tant par le rétrécissement de la population qui la parle que parce que cette population la parle moins en raison d'une certaine « dilution sociale » de la communauté. « Depuis la construction de routes entre leurs villages, les habitants du nord-est de l'Inde ont délaissé leurs dialectes au profit des « langues de contact » leur permettant de communiquer. ». La mondialisation économique fait disparaître des langues. Les informations précédentes sont tirées de deux articles parus dans *Le Monde* du 28 février-1<sup>er</sup> mars 2010 sous les signatures de Julien Bouissou et Brigitte Peruca. On voit mal chacun des 6 800 groupes linguistiques recensés étudier, chacun dans sa langue, les 6 799 autres. Les langues étaient devenues presque innombrables, ce qui constitue certes une richesse de par leur diversité mais leur multiplicité est excessive si elle est telle que le partage de cette richesse est confidentiel ou, dit autrement, totalement inégal. Faut il alors se limiter à ne considérer parmi cette

Un spécialiste du Proche-Orient a répondu implicitement que cet énoncé était pertinent puisqu'il suggèrait, au cours de ce colloque, de soutenir les recherches sur la société française que pourraient entreprendre des collègues syriens. Mais dans le même temps sa remarque suggère que l'énoncé ne s'applique pas toujours de manière symétrique. Toutefois cette asymétrie ne serait pas nécessairement le fait de phénomènes de pouvoir et plusieurs intervenants ont souligné que le dispositif français de recherche à l'étranger est mis en œuvre -et il ne saurait en être autrement- dans un esprit éloigné de toute pratique néo-coloniale. Mais cette remarque veut dire que dans certains cas, si ce n'est pour notre dispositif, ces pratiques néo-coloniales ont pu exister voire existent encore.

L'histoire longue, et qui ne s'est pas arrêtée, de notre humanité, est en effet celle de relations de pouvoir et de domination souvent violentes entre diverses sociétés localement constituées ; ce sont ces relations qui ont façonné, sans que l'on puisse trouver beaucoup de contre-exemples (merci de m'en signaler quelques uns), les structures et les pistes de recherche comme celle des UMIFRE pour la France.

Le mouvement, souvent évoqué comme s'il était transcendantal, de la mondialisation, est, dans ce domaine au moins, très loin d'avoir fait table-rase de la manière structurellement asymétrique et incomplète dont peut se poser la question de savoir, qui étudie qui, et sur laquelle je propose quelques réflexions.

Si l'histoire des relations de pouvoir entre la France et le reste de la planète a créé nos UMIFRE et si cette histoire pèse encore dans le quotidien de nos UMIFRE, l'activité de production de connaissance qu'y mènent, depuis la création de ces instituts, les chercheurs qui s'y sont succédé, peut y être conduite dans un esprit tout à fait éloigné de la volonté de pouvoir. Comme l'écrivait Edward Saïd<sup>5</sup> « la volonté de comprendre d'autres cultures à des fins de co-existence et d'élargissement de son horizon n'a rien à voir avec la volonté de dominer ».

Pourtant, même à l'abri de toute volonté de domination des uns et des autres, les uns et les autres ne se ressentent pas sur un pied d'égalité. C'est vrai aussi au Japon, à la Maison Franco Japonaise.

La Maison Franco Japonaise a été créée en 1924 en réponse à une sollicitation longtemps réitérée par un groupe de Japonais soucieux de faire connaître la pensée et la science françaises pour qu'en bénéficie la société japonaise. Cette demande a été entendue par Paul Claudel ambassadeur de France qui l'a relayée auprès du gouvernement français en insistant sur le fait que ce pourrait être un outil pour contrebalancer l'influence allemande grandissante au Japon<sup>6</sup> et une opportunité pour y faire séjourner de jeunes chercheurs français qui viendraient étudier sur place la langue et la civilisation japonaises.

---

multitude, que celles que l'on inscrirait au patrimoine de l'humanité, selon le procédé administré par l'UNESCO à d'autres chefs d'œuvre élaborés ici et là par notre commune et diverse humanité ?

<sup>5</sup> Edward Saïd (1935-2003), Américain et Arabe a fait une carrière de professeur de littérature comparée à Columbia University. Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages traduits en de nombreuses langues. Son ouvrage le plus retentissant a été publié en 1978 par Penguin books sous le titre « Orientalism ». Il a été traduit et réédité plusieurs fois en français, je cite ici la préface datée de 2003 parue dans la réimpression en 2005 de l'édition française publiée par Le Seuil et dont le titre est accompagné d'un sous-titre : *L'orientalisme – l'Orient créé par l'Occident*.

<sup>6</sup> L'origine de notre UMIFRE n'est donc pas indemne de toute question de pouvoir.

La partie japonaise s'est constituée depuis cette date en Fondation privée intitulée Maison Franco Japonaise, pour organiser l'accueil d'une délégation de scientifiques français<sup>7</sup>, c'est-à-dire en pratique, un savant français qui fasse venir pour des missions, d'autres savants français, et qui organise avec eux des conférences et des colloques pour diffuser des connaissances françaises, en français avec traduction en japonais. Cette partie japonaise a mis à disposition des locaux pour cela et elle a, en outre, longtemps accepté d'héberger, comme demandé par Claudel, de jeunes chercheurs français qui habitaient donc à la Maison.

Le gouvernement français en est venu, après guerre, à considérer la Maison Franco Japonaise comme un institut français de recherche dont le savant qu'elle y déléguait aurait aussi pour mission de diriger des chercheurs envoyés pour conduire des travaux sur le Japon. Cela s'est fait sans que la partie japonaise s'y intéresse : le rôle de la partie japonaise était strictement logistique, et pour peu que la France continue de remplir celui qui avait été défini pour être le sien, à savoir animer la Maison franco japonaise par des conférences et des colloques diffusant la pensée française, elle considérait n'avoir rien à dire sur les autres activités éventuelles.

En revanche, il est apparu à certains, au sein de la Fondation, que la diffusion des connaissances françaises à la Maison franco japonaise n'avait pas pris au fil des ans l'ampleur qu'elle aurait pu avoir et qu'il fallait compléter ce qu'offrait la partie française.

A la différence du moment de la création, une offre de présentation de la pensée et de connaissances françaises était devenu disponible localement, au Japon.

L'essor de la production de connaissances en tout domaine au Japon, dans les universités en particulier, a été considérable depuis 1924. Ainsi de nombreuses universités ont établi des départements d'études françaises florissants animés par un grand nombre d'universitaires japonais formés dans des universités françaises et maîtrisant la langue française. Il était donc devenu possible d'organiser la diffusion de connaissances françaises en recourant à des intervenants japonais et, de fait, depuis 1980<sup>8</sup>, de manière indépendante de notre institut de recherche, la Fondation japonaise organise – en japonais sans traduction- des cours et des conférences sur la pensée et la société françaises à la Maison franco japonaise. Aujourd'hui ils montent au moins autant de manifestations que nous et nous en réalisons quelques unes en commun (dans ce cas avec traduction<sup>9</sup>).

Je peux donner un exemple révélateur de la modification des rapports de connaissance entre les parties française et japonaise en mentionnant l'évolution d'un prix, le prix Claudel qui avait été décerné entre 1966 et 1974 à un Japonais auteur d'une traduction d'un ouvrage français. Tombé en désuétude il a été restauré sous la forme d'un prix Shibusawa- Claudel en 1984. Shibusawa Eiichi est le personnage qui est à l'origine des demandes réitérées d'envoi de savants français au Japon et qui finalement fut écouté par Claudel et avec lequel il est cofondateur (en 1924) de la Maison Franco Japonaise. En 1984, la partie japonaise et la partie française créent ensemble un double prix, avec un double jury, chacun avec autant de membres Français et Japonais. Un jury siège à Paris pour juger d'un ouvrage (ou une thèse)

---

<sup>7</sup> La partie japonaise aurait souhaité que l'on établisse une sorte d'Ecole des Hautes Etudes Françaises dont le directeur français aurait été le recteur. Jusqu'à mon arrivée, la partie japonaise avait continué à dénommer Recteur, en japonais, le directeur français. Ce titre m'a été retiré en 2009, après négociation entre la partie japonaise et l'ambassade de France.

<sup>8</sup> Depuis 1953, la France dispose également d'un Institut culturel franco japonais à Tokyo qu'elle pilote en solo, tout d'abord pour donner des cours de français, puis plus largement aussi de civilisation française avec peu à peu des conférences de débats d'idées qui aujourd'hui sont presque aussi nombreuses que celles que j'organise à la Maison franco japonaise.

<sup>9</sup> En français et japonais avec traduction dans les deux sens, ces manifestations communes étant en général l'occasion d'un débat franco-japonais avec des intervenants de chaque pays, chacun intervenant dans sa langue.

en français d'un jeune Français sur la société japonaise, l'autre jury siège à Tokyo pour juger d'un ouvrage (ou une thèse) d'un jeune Japonais en japonais sur la France.

Le jury continue de fonctionner à Paris selon ces modalités paritaires comme peut en témoigner Jean François Sabouret<sup>10</sup> qui est membre du jury parisien. Depuis quelques années, le jury de Tokyo, organisé par la Fondation, n'est composé que de Japonais. Lors de la remise publique du prix pour le lauréat Japonais en 2009 (prix que notre institut a financé jusqu'ici), j'ai été invité à participer à la remise du prix. Le président du jury qui est le président du comité scientifique de la Fondation, fait un rapport et le lauréat un discours. A cette occasion le président de ce jury m'a fait remarquer que tout avait eu lieu en japonais (y compris les annonces et les invitations à la cérémonie de remise du prix). Dans le passé le président du jury et le lauréat avaient à cœur de faire leur discours en français pour témoigner de leur maîtrise de cette langue, maîtrise qui avait été nécessaire au lauréat pour réaliser l'œuvre couronnée. Ce président de jury m'a précisé « maintenant, dans cette Maison, on est bien au Japon, et si dans le passé les Français étaient les maîtres et les Japonais les élèves, aujourd'hui cette ère est révolue ». Dont acte.

La relation de cette anecdote n'a pas de valeur scientifique pour en tirer des propositions générales mais interroge cependant de manière forte. Je l'ai rapprochée du texte d'une interview de Ôe Kenzaburo, prix nobel de littérature en 1994. Ôe a suivi des études universitaires en France, j'ai pu avoir avec lui de longues conversations en anglais et il a accepté en décembre dernier de venir dialoguer à la Maison Franco Japonaise avec notre récent prix nobel Jean Marie Gustave Le Clézio que j'avais eu l'occasion de connaître au Mexique. Ôé est venu avec un exemplaire original du *Procès Verbal* qu'il avait acheté à Paris juste après sa parution. C'est vous dire l'amitié que Ôe porte à l'Occident, à la France. Mais que pense-t-il de notre approche du Japon ? Voilà ce qu'il en a dit dans une interview à Stockholm en 1994 :

« I am fascinated by Ralph Ellison's great book, *Invisible Man*, it applies to us – us Japanese... You can see Japanese technology in Europe, you know all about Japanese economic power, you know all about the quaint tea ceremony ; but these are all images, masks of Japanese modesty or technological strength... Even today, more than a hundred and twenty five years after our great modernization, ..we are unscrutable in the eyes of Europeans and Americans... There is not much of a desire to understand the people who make all these Hondas. I don't know why. Perhaps we only imitate the West or are just silent in the face of European peoples »<sup>11</sup>

A en croire Ôe qu'on ne peut taxer de critique primaire, il est à se demander si depuis 1924 nous n'aurions pas versé dans les travers de l'orientalisme tel que défini par Edward Said et si nos études sur le Japon n'auraient pas plus porté sur un Japon tel qu'on l'imagine et que sur le « vrai » Japon.

Rappelons la thèse de Said<sup>12</sup> « Ma critique de ce que j'ai appelé l'orientalisme ne porte pas sur sa réduction à l'étude érudite des langues, des sociétés et des peuples de l'Orient, mais qu'en tant que système de pensée l'orientalisme aborde une réalité humaine hétérogène, dynamique et complexe à partir d'un point de vue essentialiste dépourvu de sens critique ; ceci suppose un réalité orientale permanente et une essence occidentale non moins permanente, qui contemple l'Orient de loin, et pour ainsi dire de haut ».

---

<sup>10</sup> Jean François Sabouret présidait la session du colloque au cours de laquelle j'ai présenté cette communication.

<sup>11</sup> Patrick Smith (1997) *Japan- A reinterpretation*, New York, Pantheon Books, p.7.

<sup>12</sup> Op.cit., p. 360.

La solution n'est pas de se fondre dans le peuple oriental en « singeant » l'individu type du lieu qui amène en fait l'Européen privilégié qui parle la langue, mais écrit dans la sienne, à rendre compte de la société avec un récit qui a « l'air exact, général et sans préjugés [...un texte qui] élimine le contenu humain de son sujet en faveur de sa validité scientifique<sup>13</sup> ». Aurions-nous fait des travaux scientifiques sur le Japon sans que le contenu humain soit assez perceptible ? En tout cas c'est ce que semble suggérer Ôe Kenzaburo.

Peut-être que la question est plus large et Saïd lui-même en convient en écrivant (op.cit., p.304) : « la vraie question est celle-ci : peut-il y avoir une représentation fidèle de quoi que ce soit ? Ou encore, une certaine représentation, toutes les représentations, par ce qu'elles sont des représentations, ne sont-elles pas d'abord enchâssées dans la langue, puis dans la culture, les institutions, tout le climat politique de celui qui les formule ? ».

Pouvait-on, peut-on faire autrement qu'encourir la critique de Ôé ? La question de la langue est importante, et la remarque de Saïd citée juste auparavant rappelle qu'on ne peut y échapper simplement en parlant la langue de l'autre, faut-il donc également écrire le compte rendu dans la langue de l'autre ? Cela ne me semble pas seulement une question de différences de langues, de maîtrise de plusieurs langues, mais plutôt une question de méthode de connaissance.

Ici je me contente d'effleurer cette question difficile et pleine d'intérêt en me demandant par exemple quel est le degré d'inter-compréhension ou de compréhension mutuelle que permet l'usage d'une seule et même langue. F Schleiermacher dans un fameux discours de 1813 explique<sup>14</sup> :

« nous devons nous-mêmes traduire parfois nos propres discours au bout de quelque temps si nous voulons de nouveau nous les approprier convenablement. »

Un assemblage de phonèmes, un assemblage de mots peut produire un discours complexe, du sens : il peut servir à construire une pensée sur le monde, il peut être production de connaissance. Les outils pour façonner cette connaissance sont les mots existants qui ont été forgés par les pensées antérieures. Dans le cas que j'étudie il faut considérer la langue japonaise.

Les locuteurs ayant appris et maîtrisant la langue japonaise – y compris les Japonais- sont-ils pour autant de bons chercheurs capables de « voir le Japon et les Japonais tels qu'ils sont ? ».

Sans pouvoir donner une réponse argumentée à cette interrogation, je me suis trouvé confronté à une question plus concrète : y-a-t-il lieu ou non de faire tout mon possible pour remettre en bon état une revue française d'études japonaises en sciences humaines et sociales lancée par un de mes prédécesseurs en 1993 et dénommée Ebisu ? C'est-à-dire, à l'heure de la mondialisation de la connaissance, faut-il continuer à étudier la société japonaise en français, avec une certaine connaissance du Japonais et rendre compte de ces recherches en langue française dans cette revue ?

---

<sup>13</sup>Commentaire de Saïd (op.cit., p. 187-8) à propos du travail de Lane sur les Égyptiens.

<sup>14</sup> « Des différentes méthodes du traduire », trad . par A.Berman, Paris, Seuil, coll.« Points essai » (bilingue allemand-français), 1999, p.31-33, cité d'après François Ost (2009) *Traduire- Défense et illustration du multilinguisme*, Paris, Fayard.p.135

## **2- Peut-on, doit-on, rendre compte des études françaises de la société japonaise dans une revue spécifique de langue française ?**

Une revue « scientifique » a pour vocation de rassembler et de diffuser, au fur et à mesure de leur production, des connaissances nouvelles sur un domaine plus ou moins vaste que le nom de la revue permet d'identifier. Ces connaissances, à la différence du cas d'une revue de vulgarisation, ne sont pas publiées pour disséminer de l'information mais pour contribuer à une discussion avec le plus grand nombre de chercheurs possibles, tous ceux qui « travaillent » ces questions sur lesquelles la revue publie.

*Ebisu* publie semestriellement des connaissances sur le Japon ou des connaissances japonaises, dans tous les champs disciplinaires habituels des sciences humaines et sociales, réalisées par des francophones ou transcrites en français, en général par des francophones de la discipline concernée. Elle offre ainsi une pensée en langue française sur le Japon.

Sans aucun doute possible, au moins jusqu'à aujourd'hui, la langue et la culture dans laquelle ont été formés les chercheurs, y compris pour apprendre une autre langue et une autre culture, leur donnent un regard et une manière d'analyser, ainsi qu'une forme d'expression qui leur fait tenir un discours différencié de ceux imprégnés par une autre langue, une autre culture. Notre revue offre surtout un regard français sur le Japon, un regard que les chercheurs français tentent de croiser avec celui des collègues japonais, parfois francophones, pour approcher au mieux la réalité japonaise, immuable du passé ou celle si changeante d'aujourd'hui. *Ebisu* par sa présence participe au maintien de la diversité et de la richesse potentielles des approches de cette réalité japonaise.

Cette exigence est, dans le domaine des sciences humaines et sociales sans commune mesure avec ce qu'elle peut être dans celui des sciences de la nature. En effet, comme l'a dit Heidegger, « la science ne pense pas », ce qui est tout au contraire de ce que se doivent de faire pour la part essentielle de leur recherche les sciences humaines et sociales. Et, il s'agit, ici, pour notre revue, de donner à « penser le Japon » ou de diffuser des éléments de la « pensée japonaise ». Par conséquent si la science de la nature peut être mondialement unique, la diversité des pensées fait la diversité et la richesse des sciences humaines et sociales.

Il y a en France et ailleurs, y compris au Japon, un certain nombre de chercheurs francophones en sciences humaines et sociales, confirmés, c'est-à-dire produisant un flux régulier de connaissances sur le Japon, sur les recherches japonaises. Une communauté de japonologues et de chercheurs japonophiles francophones peut donc nourrir et se nourrir de cette revue *Ebisu* qui donne à lire, en français, des travaux de chercheurs français et aussi japonais dans des domaines liés à ces travaux. *Ebisu* assure plus largement la circulation de ces connaissances auprès de tous ceux qui peuvent lire le français et qui sont intéressés par ce regard français sur le Japon.

Il est clair que cette communauté de recherche francophone ne saurait être close sur elle-même, juste entr'ouverte par un dialogue avec la communauté de recherche japonaise (ou plutôt un petit sous ensemble de celle-ci<sup>15</sup>). Si cela était, la « réalité » japonaise, perçue à ce

---

<sup>15</sup> Dans la mesure, entre autres, où une (très) petite partie de la recherche française sur le Japon est publiée ou traduite en japonais et un peu ouverte aux spécialistes japonais non francophones. *Ebisu* y contribue un tout petit peu avec des résumés en japonais et en anglais.



miroir dans notre revue, resterait une version singulière, inspirée mais non contributive des connaissances globales sur le Japon.

Il faut entendre par connaissances globales sur le Japon, celles qui naissent à la fois tant des productions scientifiques en japonais, émanant de l'ensemble des chercheurs japonais et des chercheurs étrangers, publiant dans cette langue, que des productions scientifiques en d'autres langues mais surtout en langue anglaise qui sert de plateforme de rencontre internationale aux chercheurs de toute origine.

Le ministère de l'enseignement supérieur japonais a mis en place un système de financement de la recherche y compris dans les domaines des sciences humaines et sociales en demandant aux universités la création de Global Centers of Excellence<sup>16</sup> thématiques, chacun autour d'un projet important de production de connaissance. Ces opérations qui regroupent souvent des professeurs de plusieurs universités et disciplines, une sorte d'école doctorale, des partenaires étrangers (souvent aux Etats Unis, mais aussi en Australie, en Chine, parfois en Europe), ont toutes nombre de leurs activités et de leurs publications en anglais et un site internet en anglais. Nous travaillons avec de tels centres pour nous insérer dans le paysage de la recherche japonaise. Nous avons par exemple un accord avec le Center for the Study of Social Stratification and Inequality<sup>17</sup> avec lequel nous avons organisé à l'automne 2009 un colloque en français et japonais avec traduction simultanée mais dont nous publierons les actes en anglais chez un éditeur australien.

Les collègues japonais eux-mêmes produisent de la connaissance qui est transmise à la communauté scientifique internationale dans la langue globale et qui ne reste pas confinée dans des textes écrits en japonais que des chercheurs étrangers japonophones pourraient « trouver » pour en faire des synthèses qui tiennent lieu de travail de recherche sur le Japon. Selon certains, les meilleurs chercheurs japonais de différentes disciplines sont aujourd'hui traduits ou publient en anglais. Tout y incite beaucoup plus encore qu'en France. Mais par ailleurs des japonisants, qui paraissent aux yeux des premiers (surtout quand ils ne sont pas eux-mêmes japonisants) défendre en quelque sorte leur terrain de recherche à l'encontre des non japonisants, soutiennent qu'il y a des biais dans la sélection des ouvrages et des auteurs publiés ou traduits en anglais et soulignent les déformations qui sont introduites par les traductions. Ils considèrent que les chercheurs sur le Japon qui publient sans avoir lu un grand nombre d'ouvrages japonais non traduits sur le thème qu'ils traitent ne font pas un travail scientifique<sup>18</sup>.

---

<sup>16</sup> On note au passage l'orthographe *Center* et non pas *Centre* qui caractérise l'anglais américano-australien qui prévaut dans l'archipel.

<sup>17</sup> Leur site (<http://www.sal.tohoku.ac.jp/coe/>) est même trilingue : japonais, anglais, coréen.

<sup>18</sup> Une polémique a été engagée sur une question de ce type par notre revue sœur, une autre revue française d'études japonaises, qui est publiée par le département de japonais de l'Inalco, la revue *Cipango* (sans que nous ayons été contactés à ce propos). Dans son n°15 de 2008 a été publié un éditorial de 15 pages pour critiquer un ouvrage qui avait reçu un excellent accueil du public francophone cultivé ainsi que de la communauté scientifique des historiens qui lui a décerné le prix Augustin Thierry. Il s'agit de Jean-Louis Margolin (2007), *L'Armée de l'empereur. Violences et crimes du Japon en guerre 1937-1945*, Armand Colin, (réédition sous le titre *Violences et crimes du Japon en guerre 1937-1945*, Pluriel, Hachette, en 2009, avec une « Postface inédite »).

Le texte le plus récent de la polémique, posté par Emmanuel Lozerand qui dirige le département japonais de l'INALCO le 21 janvier 2010 (<http://blog.passion-histoire.net/?p=4581>), montre que la question n'est pas tant celle d'erreurs qui auraient été commises ou de controverses sur telle ou telle question mais une disqualification de principe et par suite une insatisfaction concernant la qualité du travail présenté qui ne suit pas les préceptes que « nous essayons d'apprendre à nos étudiants ». Pour lui, l'auteur, qu'il critique, « ne connaît pas, ne peut pas connaître, sérieusement l'histoire du Japon puisqu'il n'a accès ni aux sources, ni à l'historiographie disponibles, à l'exception de la part infime et tronquée de ce qui est publié et traduit en anglais ». Il précise « il est absolument inexact que « beaucoup des œuvres les plus importantes » soient « accessibles » en traduction » et il ajoute que l'auteur « ne semble pas avoir conscience une seule seconde des déformations majeures et innombrables qu'implique un processus de traduction ». De ce fait, selon lui, l'auteur n'a « aucune possibilité de comprendre

Je tiens à formuler une double remarque. Tout d'abord la question du rapport entre la langue « locale » et la langue globale se pose différemment au cours du temps et d'un pays à l'autre et donc au Japon et en Inde par exemple. En Inde l'hindi est certes une langue de publication, mais pas de manière principale, c'est l'anglais – global ou indien- qui est la langue scientifique commune. Mais ce fut le sanscrit aux époques anciennes et, par ailleurs, des études de terrain dans telle ou telle région peuvent nécessiter aujourd'hui, l'usage d'une langue particulière dont l'universitaire indien moyen n'a pas plus la pratique que l'universitaire étranger. Au Japon l'anglais était rare à l'université comme dans la rue ; le japonais restait la langue presque exclusive y compris d'une partie des meilleurs universitaires, certes aujourd'hui disparus ou en fin de carrière. À l'exception des spécialistes de l'étude de leur propre langue ou/et de leur civilisation qui poursuivent souvent cet isolement linguistique, les disciples des grands maîtres et la nouvelle génération qui prend la relève depuis une vingtaine d'années, se comportent de manière totalement différente et pratiquent l'anglais quelles que soient les disciplines et sont en prise sur la communauté scientifique internationale.

La montée bien réelle de l'anglais considérée comme langue nécessaire se fait au Japon au regard de ce qui se passe en Corée et plus encore en Chine. Cela concerne non seulement les universitaires mais l'ensemble de la population. Le gouvernement a introduit à l'école primaire un cours d'activité en langue étrangère (non pas officiellement l'anglais), la presse quotidienne comporte deux titres japonais en langue anglaise : le Daily Yomiuri et le Japan Times, sans compter les éditions asiatiques en langue anglaise du Wall Street Journal et du Financial Times. Les ministères ont un site en anglais et tous leurs documents importants sont accessibles en anglais avec peu de délais. Sakakibara Eisuke, ancien vice-ministre des finances pour les affaires internationales (1997-99), actuellement président de l'institut pour les études économiques de l'Inde (Institute for Indian Economic Studies), souligne cependant le retard que le Japon serait en train de prendre eu-égard à la maîtrise de l'anglais vis-à-vis notamment de la Corée et de la Chine. Il veut éviter que le Japon souffre du syndrome de Galapagos une sorte de variante exacerbée du syndrome hexagonal français et il propose que l'anglais ait un statut de langue officielle qui permettrait de l'utiliser sans traduction en japonais, dans un certain nombre de documents de firmes, de ministères et faire en sorte qu'une partie de l'éducation supérieure soit obligatoirement donnée en anglais<sup>19</sup>.

---

en profondeur les processus qui ont conduit l'armée, et la société, japonaises à ces atrocités. Son ouvrage ne comporte ainsi aucune analyse digne de ce nom de l'histoire politique du Japon depuis la Restauration de Meiji, pas plus que des évolutions de la société japonaise elle-même ou des combats idéologiques qui la traversent. Plus grave encore, il n'explique pas ce qu'a été le positionnement du Japon dans l'affrontement des impérialismes, ni non plus – malgré le titre de son ouvrage ! – ce qu'est réellement cette « armée impériale », d'où elle vient, comment elle fonctionne, quel est son rapport au politique, dans quelles conditions elle s'est livrée à ces actes barbares ». A la lecture de cette forte critique on se demande ce qu'il faut consulter comme ouvrage pertinent, pour comparer, mais Lozerand ne renvoie pas à un ouvrage particulier. En revanche il mentionne que des « historiens aussi importants qu'Awaya Kentarô, Fujiwara Akira, Kasahara Tokushi, Mishima Ken.ichi, Yamada Akira, Yoshida Yutaka par exemple ne sont pas évoqués une seule fois ». Sans entrer dans cette polémique dont je ne fais que rendre compte de manière très partielle, je dois cependant ajouter que je ne sais pas pourquoi, aucun de ces historiens cités par Lozerand n'est évoqué même une fois par Margolin car, au moins pour les premiers de la liste, ils sont accessibles dans d'autres langues que le japonais. En particulier l'ouvrage de référence de Awaya a été traduit en anglais, Fujiwara et Kasahara ont des textes disponibles en anglais, Mishima Ken.ichi en allemand ; certes pour les deux derniers de cette liste, Yamada et Yoshida je n'ai personnellement rien trouvé de bien significatif en anglais.

<sup>19</sup> « China is also giving great importance to English in its educational system. At Tsinghua University – equivalent in status to the University of Tokyo – about 20 percent of the classes are conducted in English. Hu Jintao, China's president and a Tsinghua graduate, is pushing the university to raise this ratio to 50 percent. [...] Not only the world but Asia is leaving Japan behind in many fields. People may not realize it, but Japan as a nation is suffering from « Galapagos syndrome ». [...] People who graduate from university have studied English for about 10 years. I believe these people should have a good command of English, but the reality is many of them have poor English skills. [...] One idea is to make English an official language. These kind of drastic policy changes are necessary to change the current situation. This could include measures such as allowing companies to be listed in the Tokyo Stock Exchange using English documents. It might also be wise to use English documents in ministries without translating them into Japanese. Many English documents are used in government ministries,

Deuxième remarque, la langue japonaise est difficile à maîtriser : les universitaires étrangers au Japon qui enseignent de manière permanente dans des universités japonaises sont peu nombreux (1 523<sup>20</sup> en 2009), la raison donnée en général est l'absence de maîtrise de la langue japonaise qui ne leur permet pas de participer pleinement à la vie de l'institution. Très peu de chercheurs français<sup>21</sup> (non d'origine japonaise) spécialistes du Japon publient en japonais (certains ont été traduits, mais les traductions à initiative éditoriale japonaise sont rares<sup>22</sup>, il s'agit en général de publications de travaux en coopération et financées par les institutions auxquelles sont rattachés les auteurs, (comme l'institut français de recherche de la MFJ l'a fait quelques fois). Si l'on regarde l'annuaire de la Société Française des Etudes Japonaises (2010) où les membres sont invités à citer leurs publications, on ne trouve qu'une douzaine de titres en japonais<sup>23</sup> pour 128 personnes qui chacune peuvent citer jusque 5 publications (soit un maximum de 640 titres possibles). Les publications en japonais ne sont pas des ouvrages mais le plus souvent des notes dans des bulletins universitaires ou des contributions dans des actes de colloque (on ne sait dire pour la plupart de ces douze titres s'ils ont été traduits ou directement écrits en japonais<sup>24</sup>). Parmi les spécialistes reconnus du Japon contemporain, Christian Sautter ou Jean Marie Bouissou, par exemple, ne maîtrisent pas cette langue, mais c'est le fait d'autres experts reconnus du Japon, comme Philippe Pons, correspondant du Monde à Tokyo depuis des décennies. L'institut français de recherche de la MFJ organise en principe des conférences d'universitaires et d'intellectuels français non spécialistes du Japon, il est cependant sollicité à l'occasion par d'anciens chercheurs de la maison, qui, de passage à Tokyo, souhaitent partager quelques résultats de leur recherche sur de ce pays, pour notre public principalement japonais. Recevant une telle demande de la part de Jean Marie Butel, qui est actuellement en charge de la revue sœur de Ebisu, Cipango, je lui ai proposé de s'exprimer directement en japonais. Il a décliné l'invitation me confiant qu'il pensait être mieux compris s'il était traduit.

Ces remarques faites sur les langues et sur la langue japonaises, je reviens plus directement à la Revue *Ebisu*. Quelles soient ce problème des langues, les auteurs qui y écrivent sont nourris au mieux des connaissances globales sur le Japon, produites partout dans le monde et y compris au Japon. Il suffit pour s'en convaincre de consulter les bibliographies des articles dont la qualité est sous le parrainage d'un conseil scientifique et le contrôle d'un comité de lecture. Que les chercheurs qui s'y expriment contribuent à l'élaboration des connaissances globales sur le Japon est une autre question.

Pour cela il faut que ces chercheurs publient également ailleurs que dans Ebisu, en japonais et en anglais. En japonais ils pourront être lus par, et débattre avec, des collègues japonais et ceux, japonophones, très nombreux parmi les spécialistes du Japon de tous les pays de par le monde. En anglais, cela ne nécessite pas de commentaire. Cette exigence est d'abord la leur, apprendre les langues pour se « traduire » soi-même ou pour écrire directement un autre exposé des résultats obtenus et proposer des textes en japonais ou en anglais à des revues et

---

but they are always translated into Japanese. National universities should also be required to conduct a certain percentage of their classes in English, possibly 20 percent to 30 percent." *The Daily Yomiuri*, April 28, 2010, p. 16 article intitulé "Reform English education now- Japan' English skills lag behind those f China and Korea".

<sup>20</sup> Donnée communiquée par Jun OBA.

<sup>21</sup> C'est aussi le cas pour les chercheurs occidentaux en général

<sup>22</sup> En revanche – à quelques exceptions près- tous les auteurs français renommés en sciences humaines et sociales ont été traduits en japonais, le plus souvent à l'initiative éditoriale japonaise.

<sup>23</sup> Il s'agit des titres donnés par 128 des 182 membres, car j'ai retiré ceux ayant une partie au moins de leur nom (nom parfois double et prénom) qui soit japonaise. Chaque membre de l'annuaire est invité à donner ses publications principales, destinées à l'information surtout des autres et montrer ses qualités.

<sup>24</sup> En ce qui concerne mon titre, il s'agit d'une traduction.

des éditeurs adaptés. Au Japon tous les grands auteurs français contemporains de sciences humaines et sociales sont traduits en japonais mais bien peu de chercheurs français japonologues ayant écrit des ouvrages sur le Japon ont été traduits en japonais ou en anglais<sup>25</sup>

S'il est important que la pensée française participe à la formation de la pensée « globale » sur le Japon, des décisions collectives poursuivant cet objectif peuvent être prises en particulier pour mettre en place des formes d'aides à la traduction en anglais comme l'a proposé dans ce colloque l'un des intervenants.

*Ebisu* a envisagé un moment de publier aussi en anglais, mais, recruter des anglophones comme lecteurs, aurait été vouloir concurrencer des revues en langue anglaise déjà nombreuses et abandonner une spécificité bien réelle : offrir une pensée en langue française sur le Japon. Nous n'avons jusqu'ici pris en charge cette exigence de contribution à la pensée « globale » sur le Japon, qu'*a minima*, par le signalement des contenus publiés à l'aide de résumés en japonais et en anglais.

La création d'*Ebisu* en 1993 correspondait<sup>26</sup> à un achèvement de ce qui, dans le projet soutenu par Claudel, portait sur la constitution d'une communauté de recherche francophone significative sur le Japon grâce à la formation de quelques générations de jeunes chercheurs hébergés à la Maison franco japonaise. C'est parce que cette communauté existe désormais et qu'elle produit régulièrement des flux de connaissances publiables que nous pouvons alimenter une revue française d'études japonaises.

Pour qu'*Ebisu* dispose de bonnes conditions scientifiques, il faut que l'institut français de recherche, auquel elle est adossée, soit, lui aussi, plein de vitalité. Il faut également tenir compte des évolutions ; nous allons la mettre sur un portail pour rendre téléchargeable tous les numéros de cette quinzaine d'années d'existence et y mettre aussi quelque temps après leur sortie, les derniers numéros parus. Nous pourrions également envisager de faire une version anglaise téléchargeable si se mettaient en place des procédures d'aide à la traduction, par exemple celles que le CNRS pourrait décider à la suite de nos travaux lors de ce colloque...

---

<sup>25</sup> Ils sont très peu nombreux aussi à avoir écrit directement en japonais ou en anglais. Toutefois, certains actes de colloques ont été traduits en japonais et publiés chez un éditeur, c'est le cas de plusieurs colloques organisés avec la Maison franco japonaise. Nous commençons à le faire en anglais. Outre le cas mentionné plus haut, un autre en février 2010, là encore en collaboration avec deux GCOE, tenu en français et japonais en traduction simultanée, sera publié en anglais chez un éditeur de Singapour.

<sup>26</sup> Voir mon article (2009) « *Ebisu*, une revue française d'études japonaises en sciences humaines et sociales » *Ebisu*, n° 40-41, automne 2008-été 2009, p. 227-239.